



Apprendre dans un environnement sûr

Recueil d'essais:

**Des idées et des solutions
novatrices pour mettre fin
à la violence au sein et aux
abords des écoles**

Publié en juin 2022



Essais

Joy Phumaphi, <i>Coprésidente du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants</i>	3
Jakaya Kikwete, <i>Président du Partenariat mondial pour l'éducation</i>	5
Stefania Giannini, <i>Sous-Directrice générale pour l'éducation au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>	7
Wajih Mousa Owais, <i>Ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Jordanie</i>	9
Helen Grant, <i>Députée britannique et Envoyée spéciale du Premier ministre britannique pour l'éducation des filles</i>	11
Yasmine Sherif, <i>Directrice d'Éducation sans délai</i>	14
Daniela Ligiero, <i>Directrice exécutive et PDG de Together for Girls et Présidente du groupe de pilotage mondial du Brave movement</i>	16
Josephine Kamara, <i>Jeune Leader au sein du Partenariat mondial pour l'éducation, Sierra Leone</i>	18
Baguma Filbert Bates, <i>Secrétaire général du Syndicat des enseignants ougandais</i>	20
Révérant Keishi Miyamoto, <i>Président d'Arigatou International</i>	22
Mark Finnis, <i>Éminent auteur sur la pratique réparatrice et Directeur de L30 Relational Systems</i>	24

Remerciements

L'initiative Safe to Learn tient à remercier les partenaires de son Groupe de travail sur le plaidoyer mondial, lequel fut animé conjointement par le Partenariat mondial pour l'éducation, pour leur contribution à l'élaboration de la présente publication et au travail de plaidoyer qui lui est associé : la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation ; Éducation sans délai ; Malala Fund ; Plan International au nom du Forum de la société civile pour mettre fin à la violence envers les enfants ; le Syndicat des enseignants ougandais au nom de l'Internationale de l'éducation ; Together for Girls, l'UNESCO et l'UNICEF.



Avant-propos de Joy Phumaphi

Coprésidente du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants

Apprendre dans un environnement sûr: Recueil d'essais

Des violences d'une ampleur inimaginable sont commises envers les enfants dans tous les pays et toutes les communautés, mettant en péril leur santé, leur éducation et leur développement. Alors que les écoles devraient être un lieu sûr permettant aux enfants d'apprendre et de jouer, nombre d'entre eux ne bénéficient pas de cette sécurité.

On estime que, chaque année, 246 millions de filles et de garçons subissent des violences et de mauvais traitements sur le chemin de l'école et à l'école. La violence, qui prend de nombreuses formes (physiques, psychologiques, sexuelles, etc.) et touche les filles et les garçons de manière différente, est par ailleurs de plus en plus présente en ligne. L'intimidation par les pairs, les abus sexuels commis par les éducateurs et les attaques violentes contre les écoles mettent les enfants en danger au sein même du lieu qui devrait les protéger, favoriser leur apprentissage et les aider à s'épanouir.

Si l'éducation permet de sortir de la pauvreté, fait évoluer les normes sociales néfastes, contribue à la santé et au bien-être, et favorise la construction de sociétés pacifiques, la violence généralisée au sein et aux abords des écoles, en revanche, compromet considérablement le pouvoir de transformation de l'éducation, laissant des millions d'enfants vivre dans la peur chaque jour, incapables de réaliser leur plein potentiel.

Nous devons examiner les causes des différentes formes de violence au sein et aux abords des écoles, ainsi que la manière dont les environnements propices à cette violence peuvent se développer et perdurer. Nous devons écouter toutes les personnes qui ont connu des violences, y compris les enfants et les jeunes, et celles et ceux qui peuvent

prendre, et prennent aujourd'hui, des décisions qui pourraient contribuer à y mettre fin. À ce titre, l'initiative Safe to Learn et le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants sont fiers de publier le présent recueil d'essais. Ensemble, ces textes offrent un aperçu global du problème et de ses conséquences, et proposent des solutions.



Si l'éducation permet de sortir de la pauvreté, fait évoluer les normes sociales néfastes, contribue à la santé et au bien-être, et favorise les sociétés pacifiques, la violence généralisée au sein et aux abords des écoles, en revanche, compromet considérablement le pouvoir de transformation de l'éducation, laissant des millions d'enfants vivre dans la peur chaque jour, incapables de réaliser leur plein potentiel.

Dans l'essai d'ouverture, l'ancien Chef de l'État tanzanien Jakaya Kikwete, Président du Partenariat mondial pour l'éducation, explique pourquoi la communauté internationale doit accorder une plus grande importance à l'élimination de la violence au sein et aux abords des écoles sur le plan politique, et présente quatre mesures que les dirigeants mondiaux peuvent prendre pour atteindre cet objectif.

La Sous-Directrice générale de l'UNESCO, Stefania Giannini, démontre en quoi la culture de la paix repose avant tout sur des environnements d'apprentissage sûrs et non violents, puis s'intéresse aux moyens d'y parvenir.

Wajih Mousa Owais, Ministre jordanien de l'éducation, propose ensuite de précieuses réflexions sur ce que peuvent faire les ministères pour mettre en place un système éducatif qui favorise un apprentissage sûr et pacifique, en s'intéressant aux efforts actuellement déployés par son ministère, notamment pour encourager la participation des enfants et des jeunes à cette démarche.

« Il est tout à fait possible de prévenir la violence (scolaire) », affirme Helen Grant, Envoyée spéciale du Royaume-Uni pour l'éducation des filles, qui présente des exemples d'approches et de programmes contribuant à la réduction de la violence et pouvant être étendus à d'autres pays et contextes.

Yasmine Sherif, Directrice d'Éducation sans délai, examine l'escalade du risque de violence dans les écoles touchées par un conflit ou une crise, et affirme qu'il faut accorder la priorité aux enfants et aux jeunes qui se trouvent dans les environnements les plus dangereux du globe.



Nous exhortons les dirigeants à se montrer attentifs aux solutions efficaces et à intensifier de toute urgence les efforts déployés dans chaque pays, chaque communauté et chaque école pour mettre un terme à la violence.

Daniela Ligiero, Directrice exécutive de Together for Girls, s'intéresse quant à elle au point de vue des victimes de violences et d'abus sexuels. Elle offre une puissante réflexion personnelle sur les répercussions croissantes des efforts menés par les victimes pour mettre fin à la violence, et parle de la multiplication des données qui émergent dans ce domaine, notamment grâce **aux enquêtes sur la violence envers les enfants et les jeunes.**

Josephine Kamara, jeune militante du Partenariat mondial pour l'éducation en Sierra Leone et victime des violences d'un tuteur, parle de sa propre expérience et affirme que les jeunes doivent jouer un rôle central dans la prise de décisions si l'on veut garantir leur sécurité et leur capacité à accéder à des services éducatifs sûrs. Elle étudie en quoi ce problème touche en particulier les filles, ainsi que la mesure dans laquelle le potentiel d'apprentissage et d'épanouissement de millions d'entre elles s'en trouve limité.

Le rôle essentiel des enseignants et des directeurs d'école est examiné par Baguma Filbert Bates, Secrétaire général du Syndicat des enseignants ougandais, qui expose des mesures concrètes, notamment la promotion d'une discipline positive durant la formation des enseignants.

Le révérend Keishi Miyamoto, Président d'Arigatou International, nous parle ensuite de l'importance d'intégrer l'apprentissage socioémotionnel dans les programmes scolaires du monde entier, afin de donner aux jeunes les compétences nécessaires pour faire face aux différences avec tolérance et acceptation, et ainsi prévenir la violence entre pairs à l'école.

Enfin, Mark Finnis, auteur et conférencier, nous parle du rôle que peut jouer la pratique réparatrice dans la prévention des conflits en classe.

Nous connaissons l'incidence de la violence à l'école et nous savons comment l'arrêter. Le Sommet sur la transformation de l'éducation représente un moment charnière pour les enfants, leur sécurité et leur avenir. Par l'intermédiaire de Safe to Learn, le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants se félicite des idées exposées dans ces essais et des efforts déployés par ces partenaires, et bien d'autres, pour combattre les violences commises à l'encontre des enfants. Nous exhortons les dirigeants à se montrer attentifs aux solutions efficaces et à intensifier de toute urgence les efforts déployés dans chaque pays, chaque communauté et chaque école pour mettre un terme à la violence.



H.E. President Jakaya Kikwete

Président du Partenariat mondial pour l'éducation

Quatre mesures que les dirigeants du monde entier doivent prendre pour mettre fin à la violence au sein et aux abords des écoles

La moitié des enfants subissent des violences au sein et aux abords de l'école, ce qui est très préoccupant. La violence en milieu scolaire est un problème universel ; elle se produit sur le chemin de l'école, à l'école et en ligne, et ce, en situation de conflit, d'urgence ou de paix.

Si nous voulons que chaque enfant bénéficie d'une éducation de qualité, nous devons garantir la sécurité des élèves. Mais à l'heure où les guerres, l'instabilité économique, les changements climatiques et la pandémie dominent les débats politiques et stratégiques, la violence à l'école peine à émerger à l'ordre du jour des politiques mondiales et nationales.

Or, continuer à ignorer le problème revient à continuer à porter atteinte aux enfants. À titre d'exemple, dans 10 pays aussi disparates que le Cambodge, le Kenya et les États-Unis, **400 000 filles** ont récemment signalé des violences sexuelles à l'école, et ce, sur une seule année.

Outre la violence commise envers les civils, les acteurs armés non étatiques ciblent des écoles entières. En février 2022, des hommes armés ont enlevé **42 étudiants et enseignants** du Government Science College, au Nigéria, une démonstration effrayante des dangers auxquels certains enfants sont confrontés. Plusieurs écoles ont par ailleurs été détruites dans le cadre du conflit qui sévit en Ukraine.

La violence traumatise les enfants, retarde leur apprentissage et en pousse certains à abandonner l'école.

Les conséquences sur la santé mentale des enfants peuvent s'avérer considérables. Des écoliers comme **Aichetou**, originaire de Mauritanie, font partie des **deux jeunes sur trois**

à travers le monde qui ont peur d'être blessés à l'école ou à proximité. Aichetou marche 1,5 kilomètre, à l'aller comme au retour, pour se rendre au Collège Riadh 5, dans la banlieue de Nouakchott, la capitale de la Mauritanie. Au début, elle avait peur des dangers qui pouvaient se trouver sur sa route. Elle fait désormais le trajet avec des amis et s'épanouit à l'école, alors elle persiste malgré les risques.

Les conséquences de la violence entravent l'apprentissage des enfants et empêchent leurs rêves de se réaliser. Elle affaiblit les liens communautaires et prive les pays de capital humain, ce qui ralentit leur progrès économique.



L'éducation est l'un des investissements les plus importants qu'un pays puisse faire pour son avenir. Nos dirigeants doivent préserver cet investissement en veillant à ce que chaque enfant, où qu'il vive, soit à l'abri de la violence et puisse apprendre en toute sécurité.

Cela doit changer. Pour donner à cette question une dimension mondiale, nos dirigeants doivent prendre quatre mesures.

Premièrement, la sécurité des écoles doit être élevée au rang des priorités dans tous les grands forums sur l'éducation, à l'instar de ce que fait le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, en mobilisant une « action urgente » pour parvenir à des écoles inclusives, équitables, sûres et saines en vue du Sommet sur la transformation de l'éducation qui se tiendra en septembre. Je demande instamment aux dirigeants du G7 de souscrire à cette cause.

Safe to Learn, une initiative visant à mettre fin à la violence au sein et aux abords des écoles,

s'efforce de mettre en lumière ce problème. Nous devons la soutenir dans sa démarche.

Souvent issue d'une dynamique de pouvoir inégale et des inégalités entre les genres, la violence touche différemment les garçons et les filles. Les garçons risquent davantage de subir des violences physiques et des châtiments corporels à l'école (720 millions d'écoliers vivent dans des pays où les châtiments corporels ne sont pas totalement interdits). Les filles sont quant à elles plus exposées à l'intimidation, au harcèlement et aux agressions sexuelles. Les enfants qui s'éloignent des normes de genre sont souvent persécutés.

Pour répondre à la dimension de genre de la violence, la **deuxième** mesure transformatrice à prendre consiste à intégrer l'égalité des genres dans les systèmes éducatifs.

Comment cela se traduit-il dans la pratique ? Le Partenariat mondial pour l'éducation tient compte de l'égalité des genres dans l'ensemble de ses actions et contribue à renforcer la planification et l'élaboration de politiques nationales intégrant les questions de genre, à identifier les obstacles systémiques et sociaux rencontrés par les filles et à affecter des fonds pour y remédier.

Troisièmement, les directeurs des établissements scolaires doivent remédier aux causes profondes de la violence. Le Partenariat mondial pour l'éducation s'attaque à la violence qui existe au cœur même de l'éducation en aidant ses pays partenaires à mettre en place des systèmes éducatifs plus inclusifs et plus équitables qui favorisent la tolérance, l'inclusion et la sensibilisation sociale.

Certains programmes financés dans ses pays partenaires pourraient être reproduits, y compris pendant les crises. S'appuyant sur les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola, le Partenariat mondial pour l'éducation a lutté contre la violence liée au genre dans le cadre de sa riposte à la crise de la COVID-19, et soutenu des campagnes de prévention de la violence lors de la fermeture des écoles, qu'il a aidées à rouvrir en toute sécurité.

- Au Togo, des campagnes ciblant les parents, les communautés et les élèves sensibilisent à la violence liée au genre, et les enseignants sont invités à signer un code de conduite décrivant les comportements inacceptables et les sanctions qui s'imposent, le cas échéant.
- Au Bangladesh, la subvention versée par le Partenariat dans le cadre de la pandémie de COVID-19 a permis de soutenir plusieurs campagnes de sensibilisation sur la violence liée au genre et le mariage précoce, aussi bien pendant la fermeture que la réouverture des écoles.

Tous ces efforts requièrent un soutien financier, lequel s'avère à l'heure actuelle bien trop faible. La **quatrième** mesure à prendre par les dirigeants consiste par conséquent à augmenter les financements en faveur de l'éducation.

Les gouvernements nationaux doivent en effet maintenir, voire intensifier, les fonds consacrés à l'éducation de sorte qu'ils atteignent au moins 20 % de leur budget national, et les donateurs de l'aide au développement, renforcer leur soutien pour transformer les systèmes éducatifs.

L'éducation est l'un des investissements les plus importants qu'un pays puisse faire pour son avenir. Nos dirigeants doivent préserver cet investissement en veillant à ce que chaque enfant, où qu'il vive, soit à l'abri de la violence et puisse apprendre en toute sécurité.



Stefania Giannini

Sous-Directrice générale pour l'éducation, UNESCO

Des environnements d'apprentissage sûrs et non violents : Le point de départ d'une culture de la paix

Un système éducatif véritablement transformé est un système qui dépasse le cadre des résultats scolaires et qui s'efforce d'inculquer aux citoyens les valeurs, les attitudes et les comportements nécessaires pour qu'ils imaginent ensemble un monde plus durable et plus pacifique. Une telle transformation n'est possible que si les écoles sont sûres, conviviales et exemptes de violence.

Or, cela est malheureusement loin d'être le cas. La violence en milieu scolaire prive des millions d'enfants et de jeunes de leur droit fondamental à l'éducation. Ce type de violence prend de nombreuses formes : il peut s'agir d'une fille qui a peur de se faire harceler parce que les portes des toilettes de son école ne ferment pas à clé ou d'un garçon persécuté par ses camarades parce qu'il est soi-disant efféminé ou non conforme à un genre.

Ces situations ne sont que trop courantes. Les recherches de l'UNESCO montrent qu'à l'échelle mondiale **un apprenant sur trois souffre de harcèlement moral**. Les écoles sont également des lieux où les élèves, principalement les filles, subissent un harcèlement sexuel ou les violences de leurs camarades ou de leurs enseignants. La cyberintimidation gagne en importance dans de nombreuses régions du monde.

Tout le monde y perd lorsque la violence scolaire n'est pas réprimée, non seulement les victimes, mais aussi les agresseurs et les témoins. La violence ne cause pas seulement des blessures physiques et des préjudices, elle est également liée à une mauvaise santé mentale, à une plus grande consommation de substances psychoactives et à une satisfaction

moindre dans la vie. Elle a également une incidence négative sur les résultats d'apprentissage, les enfants qui en sont victimes étant plus susceptibles d'abandonner l'école ou d'avoir de mauvais résultats scolaires. Par exemple, les nouvelles **recherches de l'UNESCO sur le décrochage scolaire des garçons** montrent que la peur et l'expérience de la violence sont un facteur d'abandon précoce.

L'éducation transformatrice suppose un changement des cultures scolaires, et une tolérance zéro vis-à-vis de la violence. L'UNESCO préconise une approche scolaire globale qui repose sur l'engagement de différentes parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du cadre scolaire. Il est essentiel d'instaurer une culture scolaire positive, caractérisée par des relations solides entre enseignants et élèves, et des systèmes de signalement et d'orientation bien maîtrisés.

Les enseignants sont peut-être nos alliés les plus importants dans la mise en place et le maintien d'écoles sûres et conviviales. À ce titre, nous devons renforcer leur capacité à reconnaître et à réprimer la violence lorsqu'elle se produit. Ce constat a pris tout son sens dans une récente enquête mondiale, qui a révélé qu'un enseignant sur quatre n'était pas toujours d'accord pour considérer certaines actions comme des actes de violence, notamment les coups, les commentaires ou les attouchements à caractère sexuel ou le fait de ridiculiser un élève. La même étude a toutefois montré que la plupart des enseignants estimaient qu'il était de leur responsabilité que les élèves se sentent en sécurité en classe.

En outre, il convient de porter notre attention sur les interventions reposant sur le programme scolaire. Les écoles peuvent proposer des programmes scolaires qui inculquent les compétences et les valeurs dont les jeunes ont

besoin, aujourd'hui et à l'avenir, pour entretenir des relations respectueuses, accepter la diversité et résoudre les problèmes de manière constructive et non violente.

De plus en plus de données probantes indiquent comment y parvenir. Il a été démontré que les programmes de prévention de la violence, l'apprentissage socioémotionnel et l'éducation complète à la sexualité avaient tous une incidence positive sur les connaissances, les attitudes, les compétences et les comportements. À l'UNESCO, nous qualifions ces interventions d'« éducation transformatrice », c'est-à-dire un enseignement et un apprentissage visant à encourager et à habiliter les apprenants à prendre des décisions et des mesures éclairées aux niveaux individuel, communautaire et mondial.



Il est **urgent** de mettre fin à la violence sous **toutes ses formes au sein et aux abords des écoles. Plusieurs méthodes ont fait leurs preuves** ; il reste à les appliquer dans chaque établissement d'enseignement. **Dans la poursuite de notre ambition visant à transformer l'éducation, il est temps de veiller à ce que chaque élève puisse apprendre dans un environnement sûr.**

Les apprenants eux-mêmes reconnaissent la valeur d'une éducation de ce type. Dans le cadre d'une **récente étude** menée dans cinq pays mettant à l'essai un programme de prévention de la violence, Connect with Respect, plus de 90 % des élèves ont affirmé qu'ils estimaient que toutes les écoles devraient enseigner la prévention de la violence. L'un d'eux, originaire d'Eswatini, a ajouté :

“Il y a eu beaucoup de violence dans mon école, notamment de l'intimidation, mais je n'avais pas conscience qu'il s'agissait de violence jusqu'à ce qu'on en parle en classe.

Les leçons à ce sujet m'ont fait comprendre que la violence pouvait avoir des effets psychologiques. Lorsqu'un camarade de classe est ridiculisé, nous avons tendance à rire, sans savoir que nous devenons les complices de cette violence. Prendre conscience de la violence à l'école m'a beaucoup aidé. Aujourd'hui, je ne permettrai pas que moi, mes frères et sœurs ou n'importe lequel de mes camarades subissent des violences.”

Il est urgent de mettre fin à la violence sous toutes ses formes au sein et aux abords des écoles. Plusieurs méthodes ont fait leurs preuves ; il reste à les appliquer dans chaque établissement d'enseignement. Dans la poursuite de notre ambition visant à transformer l'éducation, il est temps de veiller à ce que chaque élève puisse apprendre dans un environnement sûr.

Cette année, nous avons une excellente occasion de sensibiliser, de mobiliser l'engagement politique et d'agir pour concrétiser notre vision. Convoqué en septembre 2022 par le Secrétaire général des Nations Unies, le Sommet sur la transformation de l'éducation offrira une scène mondiale, éclairée par des consultations menées dans les pays du monde entier, afin d'amplifier les enjeux autour de l'urgence de forger un nouveau contrat social pour l'éducation, à savoir un système centré sur les droits humains, qui offre à chaque élève l'environnement, les connaissances et les compétences nécessaires pour s'épanouir dans le monde d'aujourd'hui et contribuer à un avenir plus durable, plus sain et plus pacifique.



Dr Wajih Mousa Owais

Ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Jordanie

Déployer des efforts au niveau national afin de prévenir la violence en milieu scolaire: Réflexions du Ministre jordanien de l'éducation

Inspiré par la vision de Sa Majesté le Roi Abdullah II Ibn Al Hussein, le Ministère jordanien de l'éducation confirme que proposer une éducation de qualité est l'une des grandes priorités du pays. Le Ministère s'attache à tirer les fruits des progrès accomplis par les processus d'enseignement et d'apprentissage, à améliorer la qualité de l'éducation et à surmonter les difficultés rencontrées. Il s'est lancé dans l'élaboration d'un Plan stratégique pour l'éducation nationale (2018-2022) qui tient compte des objectifs de la Stratégie nationale pour le renforcement des ressources humaines (2016-2025), de la "Vision pour la Jordanie à l'horizon 2025" et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En vertu du règlement sur la discipline scolaire (Instruction no 4 sur la discipline scolaire), le Ministère a interdit les châtiments corporels à l'école en 1981. Cependant, rien n'interdit les châtiments corporels à la maison ou au sein de la famille. Conjuguées à des dispositions institutionnelles insuffisantes, ces incohérences font que **74,6 % des enfants** âgés de 8 à 17 ans auraient subi au moins une forme de violence physique au cours de leur vie.

Le Ministère s'est également efforcé de mettre davantage l'accent sur la mise en place d'environnements scolaires sûrs et stimulants pour répondre aux besoins émotionnels, sociaux, éducatifs et scolaires des élèves, en coordination avec plusieurs institutions nationales et internationales. À cette fin, il propose une série de programmes visant à garantir la sécurité des enfants à l'école, notamment un programme conjoint du Ministère de l'éducation et de l'UNICEF intitulé "Ma'An (ensemble) pour une école sûre", qui vise à réduire la violence envers les enfants dans

tous les établissements scolaires, y compris dans toutes les écoles publiques placées sous la direction du Ministère de l'éducation qui accueillent les Jordaniens et les réfugiés syriens.

Le programme Ma'An repose sur une stratégie à plusieurs volets, qui inclut notamment :

1. Une mobilisation et un plaidoyer de la part du Ministère de l'éducation, afin de promouvoir les messages du programme Ma'An portant sur la nouvelle discipline à appliquer en classe auprès de toutes les écoles (notamment auprès des directeurs, des conseillers, des enseignants et des agents administratifs des écoles) et auprès du personnel administratif municipal;
2. La communication interpersonnelle grâce à la création de conseils pour la sécurité à l'école et à des activités scolaires visant à promouvoir des méthodes non violentes et positives auprès du personnel de l'école (notamment des directeurs, des conseillers, des enseignants et des agents administratifs de l'école) et des élèves;
3. La mobilisation de la communauté et la transformation des normes sociales pour promouvoir une tolérance zéro vis-à-vis de la violence en milieu scolaire.



Au Ministère de l'éducation, **nous sommes fermement convaincus que chaque enfant a le droit d'être entendu.** Une enquête mensuelle en ligne a ainsi été mise au point et déployée [...] [afin de donner] **une voix aux enfants et de leur permettre de faire part de leurs préoccupations et de leurs besoins en matière de protection.** Cette enquête [...] [nous permet également de] proposer des solutions efficaces et adaptées pour **garantir un environnement scolaire sûr à tous les enfants du pays.**

Les résultats cumulés par le programme Ma'An au cours des dernières années sont manifestes. Toutefois, comme dans de nombreux pays, nos écoles restent confrontées à différentes formes de violence, notamment les châtiments corporels, l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement et la violence en ligne.

En tant que signataire de **l'appel à l'action de Safe to Learn**, la Jordanie a déjà montré sa détermination à garantir que chaque enfant soit protégé de la violence et puisse apprendre en toute sécurité. Aujourd'hui, plus que jamais, à une époque où l'éducation et l'apprentissage font face à des défis en constante évolution en raison de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions considérables sur les enfants, la sécurité des environnements d'apprentissage demeure une priorité pour le Ministère de l'éducation.

Un cadre et un plan stratégiques pour l'institutionnalisation du programme Ma'An ont été élaborés grâce au soutien de l'UNICEF. Le Ministère de l'éducation a entrepris sa mise en œuvre en 2020. Dans ce contexte, des supports de formation à la protection de l'enfance destinés aux directeurs d'école, aux enseignants et aux conseillers ont été élaborés et intégrés aux programmes de formation institutionnelle initiale et continue du Ministère de l'éducation. L'objectif est d'inculquer à ces professionnels les compétences et les connaissances nécessaires pour prévenir et combattre la violence dans leur école.

Une attention accrue a également été accordée à l'application et au renforcement de notre système de responsabilisation et de nos procédures d'intervention aux niveaux de l'administration centrale, de la direction et des écoles. Des procédures et des orientations détaillées d'identification et de prise en charge des cas relevant de la protection de l'enfance et de la violence liée au genre ont été déployées depuis 2021 au sein du Ministère de l'éducation, conformément aux directives et au cadre nationaux. Plusieurs mesures législatives du Ministère de l'éducation, notamment des normes de responsabilité, des mécanismes de contrôle et d'enquête, ont été révisées, les réglementations sur la discipline des élèves

ont été mises à jour et des recommandations pratiques clés sur la façon de renforcer ou de modifier lesdits mécanismes ont été élaborées.

Dans le cadre du programme national visant à transformer les comportements sociaux afin de mettre un terme à la violence envers les enfants en Jordanie, des programmes destinés à mettre fin à la violence en milieu scolaire ont été élaborés et approuvés par le Ministère de l'éducation. Ils seront mis en œuvre dans les écoles et dans d'autres institutions (notamment les centres communautaires) en 2022. Ces programmes visent à proposer aux enfants un enseignement éducatif et divertissant afin de modifier leurs connaissances, leur attitude et leur comportement, de sorte à mettre fin à la violence.

Au Ministère de l'éducation, nous sommes fermement convaincus que chaque enfant a le droit d'être entendu. Une **enquête mensuelle en ligne** a ainsi été mise au point et déployée dans les écoles placées sous la direction du Ministère. Il s'agit d'un dispositif de réclamation qui donne une voix aux enfants et leur permet de faire part de leurs préoccupations et de leurs besoins en matière de protection. Cette enquête constitue également un solide outil de suivi pour le Ministère de l'éducation, qui s'attache à surveiller la prévalence et les types de violence que peuvent subir les enfants, et à proposer des solutions efficaces et adaptées pour garantir un environnement scolaire sûr à tous les enfants du pays.

Nous pouvons nous féliciter de nos services et de nos efforts en matière d'éducation, mais il reste encore beaucoup à faire pour garantir la sécurité des environnements scolaires en Jordanie. Le Ministère de l'éducation s'est engagé à multiplier les partenariats proactifs en faveur des droits des enfants et des femmes au niveau national. Nous nous appuyerons sur ces progrès pour que chaque garçon et chaque fille, partout en Jordanie, puisse réaliser son plein potentiel.



Helen Grant MP

Députée britannique et Envoyée spéciale du Premier ministre britannique pour l'éducation des filles

Des solutions à déployer à grande échelle pour mettre fin à la violence en milieu scolaire

Je dis souvent que j'ai le meilleur emploi au sein du Gouvernement, car je travaille pour le Premier ministre britannique, Boris Johnson, en tant qu'envoyée spéciale pour l'éducation des filles. Cela fait maintenant un an et demi que j'ai été nommée à ce poste et, depuis janvier 2021, j'ai pu constater par moi-même que l'investissement dans l'éducation des filles change véritablement la donne. Un enfant dont la mère sait lire est deux fois plus susceptible de vivre au-delà de l'âge de 5 ans, d'aller à l'école et d'être vacciné. C'est pourquoi je souhaite voir toutes les filles, partout dans le monde, à l'école, en train d'apprendre.

Malheureusement, j'ai aussi vu les effets dévastateurs de la violence sur l'éducation des filles. Nous vivons dans un monde où une fille ou une femme sur trois subit des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie, où une fille sur cinq est mariée avant son 18e anniversaire et où plus de la moitié des enfants connaissent des violences physiques, sexuelles ou émotionnelles, ou des négligences. Cette violence effroyable, perpétrée à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, ne porte pas seulement atteinte aux droits humains, elle représente également un obstacle de taille à l'éducation, et peut entraîner une moindre fréquentation scolaire, un taux d'abandon élevé et des difficultés d'apprentissage chez les enfants scolarisés. La violence liée aux conflits a également des effets dévastateurs sur l'éducation des enfants, en particulier sur celle des filles. Les filles vivant dans un milieu touché par une crise ou un conflit sont en effet presque 2,5 fois plus susceptibles de ne pas être scolarisées. Dans l'enseignement secondaire, on compte par ailleurs environ 7 filles réfugiées pour 10 garçons.

Je suis incroyablement fière de l'approche des « 3 E » du Ministre des affaires étrangères pour l'égalité des genres : éduquer les filles, émanciper les femmes et éradiquer la violence. Ces questions sont inextricablement liées, comme j'ai pu le constater au Soudan du Sud au début de l'année, où la violence liée au genre, le mariage des enfants et les effets durables du conflit empêchent les filles d'achever leur scolarité. J'ai entendu dire qu'au Bangladesh, de nombreuses filles ne terminaient pas leur huitième année parce qu'elles étaient mariées ou subissaient des violences ou un harcèlement physiques ou sexuels chez elles, à l'école ou sur le chemin de l'école. Le trajet entre le domicile et l'école est également dangereux pour les enfants en Sierra Leone, où la violence des motards, des autres membres de la communauté et même des enseignants constitue une menace. Malheureusement, dans tous les pays que j'ai visités, on m'a rapporté une forte augmentation de la violence sexuelle et liée au genre pendant la pandémie de COVID-19, ce qui pourrait avoir des répercussions considérables sur l'éducation des filles. J'ai également entendu à maintes reprises que cette violence était tolérée dans la société et que les filles étaient souvent montrées du doigt et stigmatisées, plutôt que leurs agresseurs.

Cela fait de nombreuses années que le Royaume-Uni s'est imposé en tant que chef de file mondial dans la lutte contre la violence envers les filles et les femmes et pour l'amélioration de l'accès des filles à une éducation de qualité. Nous avons joué un rôle central dans la création de **l'initiative Safe to Learn** et sommes un membre fondateur du Conseil d'administration du **Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants**. Alors qu'il était ministre des affaires étrangères, le Premier ministre Boris Johnson a signé la Déclaration sur la sécurité dans les

écoles, en vertu de laquelle le Royaume-Uni s'est engagé à protéger les écoles pendant les opérations militaires et les conflits armés. Sous la présidence du Royaume-Uni, les pays du G7 se sont engagés à scolariser 40 millions de filles supplémentaires d'ici à 2026 et à faire en sorte que 20 millions de filles supplémentaires sachent lire avant l'âge de 10 ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Nous avons également accueilli le Sommet mondial sur l'éducation en 2021, qui a permis de réunir la somme historique de 4 milliards de dollars pour le Partenariat mondial pour l'éducation, afin de scolariser et d'éduquer les enfants. Pour atteindre ces ambitieux objectifs, nous devons donner la priorité à l'éducation des filles dans le cadre de la reprise au lendemain de la pandémie de COVID-19, notamment en réduisant la violence à l'intérieur et à l'extérieur des écoles.



Les systèmes éducatifs doivent faire de la sécurité et la protection des filles (et des garçons) leurs priorités, en intégrant ces questions au sein de la planification, des politiques et des procédures éducatives, des programmes scolaires, ainsi que du recrutement et de la formation des enseignants, entre autres.

En expérimentant de nouveaux projets au sein des familles, des écoles et des communautés, le programme pionnier britannique « What Works to Prevent Violence Against Women and Girls » (« Ce qui fonctionne pour prévenir la violence envers les femmes et les filles ») a démontré que la violence pouvait être évitée. Les données probantes tirées de cette initiative montrent globalement que les stratégies efficaces amènent les gens à discuter entre eux et à réfléchir aux pratiques violentes et aux normes sous-jacentes, sur une longue période. Cette démarche est particulièrement

efficace lorsqu'elle s'accompagne d'efforts visant à renforcer des compétences telles que la communication, la résolution des conflits et l'empathie, ainsi que d'un soutien durable aux victimes.

Dans les écoles, des interventions bien conçues peuvent permettre de réduire considérablement la violence (de l'ordre de 50 %) en l'espace de quelques années seulement. Au **Pakistan**, What Works a intégré au calendrier scolaire un nouveau programme d'enseignement axé sur le jeu et le sport. Les activités prévues dans le cadre dudit programme ont encouragé les enfants à faire preuve d'un esprit critique à l'égard du genre et de la violence, et à renforcer des compétences telles que la communication, l'empathie et la résolution des conflits. Ce projet proposait également une formation en matière de leadership aux enfants sélectionnés comme jeunes leaders, ainsi que des activités de sensibilisation des communautés. Il a permis de réduire considérablement les châtiments corporels, la violence entre pairs et la dépression, et de favoriser les attitudes favorables à l'égalité des genres.

De plus en plus de publications sur les interventions en milieu scolaire soulignent par ailleurs tout le potentiel d'une éducation qui a recours à la réflexion critique pour remettre en perspective les idées en matière de genre et d'utilisation de la violence. Bien que les données probantes soient encore limitées, il ne fait aucun doute que les programmes scolaires ont le potentiel de prévenir la violence à grande échelle tout en éliminant les obstacles à l'éducation des filles. Je suis heureuse de constater que, l'année dernière, le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni a lancé un programme de 67,5 millions de livres sterling pour succéder à What Works, afin d'étendre les stratégies éprouvées de prévention de la violence, nous permettant ainsi de poursuivre notre mission de premier plan à travers le monde.

Dans un monde marqué par d'énormes pertes d'apprentissage et une augmentation de la

violence liée au genre en raison de la pandémie de COVID-19, les donateurs et nos nombreux pays et organismes partenaires doivent traduire leurs engagements en actions, en s'appuyant sur les modèles qui ont fait leurs preuves. Les systèmes éducatifs doivent faire de la sécurité et de la protection des filles (et des garçons) leurs priorités, en intégrant ces questions au sein de la planification, des politiques et des procédures éducatives, des programmes scolaires, ainsi que du recrutement et de la formation des enseignants, entre autres. Bien entendu, s'attaquer à toutes les formes de violence qui influent sur l'éducation des filles est une tâche complexe qui supposera de travailler avec les enfants, les parents, les communautés, les enseignants, les écoles et de nombreuses autres parties prenantes aux niveaux des districts et des pays, au sein et en dehors du secteur de l'éducation. Ce travail est néanmoins essentiel pour veiller à ce que chaque fille, partout dans le monde, puisse aller à l'école et apprendre.



Yasmine Sherif

Directrice d'Éducation sans délai

En quoi les conflits et les situations d'urgence aggravent-ils la violence dans les écoles ? Et que faut-il faire?

L'Ukraine, théâtre du dernier conflit armé en date, nous rappelle une fois de plus que les écoles ne sont pas sûres en temps de guerre et qu'elles peuvent même être la cible de violences. Entre le 17 février et le 3 mars 2022, plus de 20 attaques contre des infrastructures liées à l'éducation ont été signalées en Ukraine. Le Ministère de l'éducation rapporte en outre la destruction de 160 établissements éducatifs, toutes zones confondues, qu'elles soient contrôlées par le Gouvernement ou non.

L'Ukraine est l'un des nombreux pays en crise où les écoles et le secteur de l'éducation en général sont des cibles de guerre. Le nombre d'attaques ciblant les écoles dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale touchés par un conflit, à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger, le Nigéria et la République centrafricaine – où l'initiative Éducation sans délai alloue des fonds en faveur de l'éducation sur une base pluriannuelle – est passé de 303 à 802. Dans la seule région de Tillabery, au Niger, le conflit a multiplié les fermetures d'écoles, qui sont passées de 312 à 758 en 2021, privant au moins 72 000 jeunes filles et garçons d'un accès à l'éducation.

La violence qui sévit à proximité des écoles peut également avoir une incidence à long terme sur la capacité des enfants et de leurs enseignants à accéder aux établissements scolaires. À Boali, en République centrafricaine, les environs de l'école ont été parsemés de mines terrestres et d'autres engins explosifs improvisés. Le pays ne disposant pas des capacités de déminage nécessaires, les élèves sont dans l'impossibilité de retourner en classe.

D'innombrables établissements scolaires ont également été utilisés par les parties aux conflits armés comme bases, casernes ou centres de détention. L'utilisation de ces bâtiments scolaires par des hommes armés augmente le risque de dommages et de destruction lorsqu'ils sont pris pour cibles. Dans ces situations, les fournitures et équipements pédagogiques ou autres font trop souvent l'objet de pillages.



Ce sont les enfants et les jeunes qui survivent dans **les environnements les plus dangereux de la planète**, et qui sont privés d'accès à un apprentissage sûr, **auxquels nous devons venir en aide en priorité**. Les investissements doivent **se concentrer sur la poursuite de l'éducation pendant les conflits**.

La violence et les conflits entraînent des déplacements forcés, ce qui affecte la scolarisation et l'apprentissage des enfants et des jeunes déplacés et réfugiés, ainsi que les communautés d'accueil où s'installent les élèves et les enseignants déplacés ou réfugiés. Les filles vivant dans une situation d'urgence ou de crise prolongée sont particulièrement exposées, leur genre en faisant des cibles explicites. Certaines parties aux conflits prendraient ainsi pour cible les établissements scolaires précisément afin d'empêcher les filles d'avoir accès à l'éducation. En raison de la longue distance à parcourir pour accéder aux espaces d'apprentissage et des risques qui

parcours le trajet, de nombreuses familles ne scolarisent pas leurs filles, voire les marient, afin de réduire le risque de violence liée au genre au sein et aux abords des écoles. Dans d'autres contextes, les filles courent un risque accru d'être enlevées, soumises à un esclavage sexuel ou mariées de force, y compris avec des combattants. S'agissant des garçons, le risque de recrutement forcé comme combattants ou d'enlèvement pour servir de soutien dans les opérations militaires est assez élevé.

Les attaques contre les écoles ne font qu'aggraver le retard des systèmes éducatifs de ces pays fragiles et sinistrés, qui avaient déjà du mal à progresser vers la réalisation de l'objectif de développement durable no 4, consistant à garantir à tous une éducation inclusive, équitable et de qualité. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a augmenté dans toutes les régions du monde sauf en Afrique subsaharienne, qui connaît plusieurs conflits. De même, 62 millions de filles à travers le monde ne bénéficient pas encore de la parité des genres, notamment en Afrique subsaharienne, en proie à la violence.

Les conflits et les situations d'urgence attisent la violence à l'égard, au sein et à proximité des écoles, ce qui affecte les filles de manière disproportionnée et exacerbe les problèmes structurels de systèmes éducatifs déjà fragiles. Chaque année, des millions de filles et de garçons touchés par des crises sont laissés de côté. Aujourd'hui, 222 millions d'enfants ont besoin d'un soutien éducatif. Ce chiffre cache une longue liste de violences visant les enfants et leurs enseignants. Nombre d'entre eux ont été menacés, harcelés, enlevés contre rançon ou tués simplement parce qu'ils se rendaient à leur école pour apprendre ou enseigner. Beaucoup portent également les cicatrices d'un traumatisme psychologique longtemps après.

Ce sont les enfants et les jeunes qui survivent dans les environnements les plus dangereux de la planète, et qui sont privés d'accès à un apprentissage sûr, auxquels nous devons venir

en aide en priorité. Les investissements doivent se concentrer sur la poursuite de l'éducation pendant les conflits ; la réhabilitation des écoles ; l'élimination des mines antipersonnel et des munitions non explosées au sein et aux abords des écoles ; l'inclusion des enfants et des jeunes touchés par des crises ; la formation des enseignants et la pédagogie positive ; les programmes de santé mentale et de soutien psychosocial ; les interventions communautaires en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des filles ; et l'aide à la protection des victimes d'écoles peu sûres. Le respect à l'égard des établissements scolaires est inscrit dans le droit international humanitaire et dans la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Cependant, nous devons également garantir une protection physique sur le terrain, sans quoi, des millions de personnes vivront dans la peur plutôt que dans l'espoir. Cette situation est inacceptable au XXI^e siècle.



Dr Daniela Ligiéro

Directrice exécutive et PDG de Together for Girls et Présidente du groupe de pilotage mondial du Mouvement Brave

Le rôle des données et de la recherche pour mettre fin à la violence en milieu scolaire

L'auteure Christine MacDonald, une collègue qui a elle-même subi des violences, a écrit: "Il y a du réconfort à briser le silence, une force d'esprit qui nous vient lorsque nous partageons notre point de vue. Et tout commence au moment où nous prenons la décision de passer de l'autre côté de la "victime"." Comme la plupart des enfants victimes de violences sexuelles, j'ai vécu dans la honte et la peur, et je me suis longtemps sentie très seule. Il m'a fallu de nombreuses années pour en parler à mes parents. Lorsque j'ai pu leur raconter ce qui s'était passé, cela a déclenché une réaction en chaîne qui allait changer ma vie. À partir de ce moment-là, je me suis lancée dans un étonnant, et parfois difficile, voyage vers la guérison. J'ai eu la chance de recevoir le soutien que toutes les victimes méritent pour entreprendre un tel périple.

Aujourd'hui, je suis Présidente-Directrice générale et Directrice exécutive de Together for Girls, un partenariat mondial engagé dans un plaidoyer axé sur les données afin d'insuffler une action fondée sur des éléments de preuve pour la prévention de la violence, la guérison et la justice. Ce partenariat accompagne les gouvernements nationaux dans la mise en œuvre et l'utilisation des enquêtes sur **la violence envers les enfants et les jeunes**, afin d'éclairer les politiques, les programmes et les investissements nationaux visant à prévenir la violence et à soutenir les victimes.

Ces enquêtes représentatives sur les ménages sont menées au niveau national auprès d'hommes et de femmes âgés de 13 à 24 ans. En cherchant à évaluer la violence physique, sexuelle et émotionnelle dans l'enfance, elles recueillent des données importantes sur les

facteurs de risque et de protection, ainsi que sur les conséquences de la violence. Nous disposons désormais de données concernant plus de 10 % de la population mondiale âgée de moins de 24 ans, et la situation est alarmante. Les pays qui ont réalisé une enquête rapportent, par exemple, qu'entre 4 et 38 % des filles et 1 et 21 % des garçons subissent une forme de violence sexuelle avant l'âge de 18 ans.

Together for Girls s'intéresse tout particulièrement à la relation entre la violence et l'éducation, car nous savons que les écoles sont, d'une part, un milieu violent et, d'autre part, un lieu porteur de transformations qui peut remettre en question les normes sociales et de genre qui conduisent à la violence. Nous avons également conscience de l'importance de la sécurité des écoles pour les droits, le bien-être et l'apprentissage des enfants, ainsi que pour leurs perspectives ultérieures dans la vie.

Nous avons effectué **des analyses secondaires sur les données tirées des enquêtes** afin de mettre en lumière la prévalence des châtiments corporels perpétrés par les enseignants contre les élèves, la violence entre pairs et les violences sexuelles commises par les enseignants ou les élèves. Nous avons ainsi pu identifier plusieurs tendances, et notamment des taux supérieurs de violence physique chez les élèves de genre masculin. Ces tendances cachent toutefois des différences importantes entre les pays. Par exemple, les enseignants masculins ont tendance à infliger davantage de châtiments corporels aux élèves de genre masculin. Pourtant, les données des enquêtes menées au Nigéria révèlent une autre tendance : 31 % des élèves de genre féminin déclarent avoir subi des châtiments corporels de la part d'un enseignant, contre 21 % des élèves de genre masculin. Cette différence contextuelle souligne l'importance des politiques et

programmes de prévention de la violence fondés sur des données et des éléments de preuve.

Enfin, nous sommes en mesure de mesurer la probabilité qu'une personne ayant subi des violences à l'école en parle à un adulte de confiance ou à un pair et qu'elle recherche et obtienne une prise en charge adaptée. Les enquêtes de quatre pays révèlent que très peu d'élèves victimes de violences ont bénéficié d'une prise en charge (entre moins de 1 % et 12 %). Ayant moi-même subi des violences, je comprends parfaitement à quel point il est essentiel pour toutes les victimes d'avoir accès à des services de qualité. Bien que cela semble relever du bon sens, en particulier pour les défenseurs des droits des enfants et les professionnels qui s'efforcent de prévenir et de combattre la violence envers les enfants, il existe un écart considérable entre notre conception de la réalité et les actions des gouvernements et des autres acteurs clés.



Je crois que l'une des principales raisons pour lesquelles les gouvernements et les institutions continuent à négliger les victimes est que les discussions sur la violence omettent souvent les victimes elles-mêmes

Je crois que l'une des principales raisons pour lesquelles les gouvernements et les institutions continuent à négliger les victimes est que les discussions sur la violence omettent souvent les victimes elles-mêmes. C'est pourquoi Together for Girls accorde la priorité aux victimes, à leur voix et leur esprit d'initiative, et, en partenariat avec ses alliés, insuffle un mouvement de portée mondiale pour mettre fin à la violence sexuelle envers les enfants. Reconnaissant que la violence sexuelle est la forme de violence la plus stigmatisée envers les enfants, nous sommes convaincus qu'il s'agit là d'un point d'entrée majeur pour lutter contre toutes les formes de violence envers les enfants.

Le **Mouvement Brave** est dirigé par une coalition mondiale de victimes et d'alliés axée sur trois points : prévenir, guérir et rendre justice aux victimes. Nous représentons un vaste programme et cherchons à cibler un éventail de décideurs, des gouvernements nationaux aux auditoires mondiaux comme le G7 et les parties prenantes des Nations Unies, en passant par chaque citoyen qui a le pouvoir de s'exprimer en faveur des enfants et des victimes.

Nous vivons à une époque tumultueuse confrontée à d'immenses enjeux interdépendants, qu'il s'agisse d'une pandémie silencieuse, de la violence à l'égard des femmes et des enfants, des changements climatiques ou encore des conflits qui font des ravages parmi les civils. Nous pouvons tous contribuer à relever ces défis. Pour ma part, m'impliquer auprès de Together for Girls et de nos partenaires et alliés est une pièce essentielle d'un puzzle bien plus grand. En tant que victime, je suis parfaitement consciente du fait que les investissements dans les efforts de prévention, de guérison et de justice peuvent changer la vie d'innombrables personnes et communautés. En nous appuyant sur les données et les éléments de preuve pour mettre en avant la voix des victimes, sur la sagesse que nous avons à partager de notre vécu et sur nos partenaires et alliés, je suis convaincue que nous pouvons créer des écoles et des communautés plus sûres et changer le monde pour les enfants, les adolescents et les jeunes.



Josephine Kamara

Jeune Leader au sein du Partenariat mondial pour l'éducation, Sierra Leone

Qu'est-ce qui rend réellement les écoles sûres pour les filles?

La question de la prévention de la violence envers les enfants au sein et aux abords des écoles fait également écho à ce qui rend ou non l'école sûre pour les enfants. Permettez-moi de personnaliser davantage cette question pour ne tenir compte que des FILLES. Cela nous permettra d'accélérer les actions en faveur du changement social, ainsi que les politiques publiques ou les réformes législatives pour le développement socioéconomique. En effet, à l'heure actuelle, plus de 60 % des analphabètes à travers le monde sont des femmes: la solution à ce problème est l'ÉDUCATION.

Les filles instruites deviendront des femmes autonomes qui seront mieux à même de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur communauté, et d'avoir une incidence positive sur le développement de leurs enfants. Cependant, nous savons désormais qu'il ne suffit pas de scolariser les filles, nous devons également veiller à ce qu'elles mènent leur scolarité à terme et à ce qu'elles se sentent en sécurité à l'école. Pour ce qui est des pays en développement, le moins que je puisse dire est que nos vies en dépendent, et je n'exagère pas. Une liberté totale et une croissance économique ne seront possibles que grâce à des efforts délibérés pour adapter l'éducation aux filles, qu'elles soient enceintes, mères, handicapées ou issues d'un milieu extrêmement pauvre. Dans une étude récente, la **Banque mondiale** estime que les possibilités d'éducation limitées pour les filles et les obstacles entravant l'achèvement des 12 premières années d'études coûtent aux pays entre 15 000 et 30 000 milliards de dollars des États-Unis en pertes de productivité et de revenus tout au long de la vie.

Mais qu'est-ce qui rend vraiment l'école sûre pour les filles ? Commençons par le tout début. Oublions les politiques et les lois et concentrons-nous sur l'aspect social de la sécurité dans les écoles.

À mon avis, créer un environnement d'apprentissage respectueux des filles est important pour prévenir la violence au sein et aux abords des écoles. Lorsqu'une école ne dispose pas de conditions sanitaires adéquates, telles que des infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau appropriés, elle devient un environnement dangereux pour les filles, et les enfants en général. Parfois, même lorsqu'il existe une installation sanitaire, celle-ci ne garantit pas aux adolescentes suffisamment d'intimité pour qu'elles puissent gérer leur hygiène menstruelle. En Sierra Leone, de nombreux établissements scolaires ne sont pas, ou pas suffisamment, aménagés pour accueillir les enfants handicapés, ce qui en fait des lieux peu sûrs pour ces enfants.



À 15 ans, comme j'avais des difficultés en mathématiques, **ma mère a demandé de l'aide à quelqu'un** qui était prêt à me donner des cours gratuits après l'école. **Laisée sans surveillance dans la maison d'un homme, j'ai subi des abus sexuels et une grossesse non désirée**, tout ça parce que ma mère a voulu compenser les lacunes de mon école.

Il y a par ailleurs un autre point à prendre en compte. Les enseignants peu qualifiés ou peu supervisés, ou qui ne comprennent ou ne respectent pas leur code de conduite

professionnelle peuvent compromettre la sécurité des environnements scolaires pour les filles. Les enseignants qui nouent des relations non professionnelles et inappropriées avec leurs élèves – un phénomène qui était très courant dans mon lycée et qui se produit encore dans les établissements aujourd’hui – menacent la sécurité des écoles. L’enseignement doit être considéré comme une profession, et non comme un métier que l’on choisit par défaut. Il doit en outre bénéficier d’un soutien à cet égard.



Il ne suffit pas de scolariser les filles, **nous devons veiller à ce qu’elles poursuivent leur scolarité jusqu’au bout et à ce qu’elles se sentent en sécurité à l’école [...].** Le moins que je puisse dire **est que nos vies en dépendent, et je n’exagère pas.**

Lorsqu’un système scolaire n’est plus sûr, il ne peut plus assumer son rôle auprès des élèves, qui se tournent alors vers des cours de soutien extrascolaires, ce qui aggrave le préjudice subi par les filles. J’ai été victime d’abus sexuels dans le cadre d’activités de ce type organisées à la fin de la journée d’école. À 15 ans, comme j’avais des difficultés en mathématiques, ma mère a demandé de l’aide à quelqu’un qui était prêt à me donner des cours gratuits après l’école. Laisseée sans surveillance dans la maison d’un homme, j’ai subi des abus sexuels et une grossesse non désirée, tout ça parce que ma mère a voulu compenser les lacunes de mon école.

Lorsque nous ouvrons des écoles dépourvues d’infrastructures de qualité et d’enseignants qualifiés, nous créons par inadvertance un espace violent et dangereux. Si créer un espace d’apprentissage décent et sûr représente un coût certain, proposer une éducation de qualité dans un environnement sûr est un strict

minimum. Il ne s’agit pas d’une requête de la population à l’intention de son gouvernement, mais d’un DROIT.

Nous avons beau avoir d’excellentes lois et politiques, sans environnement d’apprentissage digne de ce nom, sans de meilleures infrastructures scolaires, sans enseignants qualifiés, sans relations respectueuses avec les élèves et sans éducation de qualité, les écoles ne seront jamais des espaces sûrs pour les filles.



Baguma Filbert Bates

Secrétaire général du Syndicat des enseignants ougandais

La discipline positive: Des outils et ressources nécessaires aux enseignants

Les conditions de travail des enseignants ne sont pas toutes les mêmes à travers le monde, certaines sont bonnes, d'autres difficiles. Malgré tout, la question de la discipline est un enjeu commun à tous. Qu'il faille enseigner à une classe de 10 ou de 60 élèves, il est essentiel de disposer des connaissances, des compétences, des outils et des ressources nécessaires pour résoudre les problèmes de discipline.

Contrairement aux parents, les enseignants sont responsables de nombreux apprenants à la fois, qui ont tous leurs particularités. De plus, dès que l'on commence à se familiariser avec ses élèves et à comprendre ce qui fonctionne avec eux, ils sont aussitôt remplacés par une autre classe, et de nouveaux visages, avec des difficultés et des besoins qui lui sont propres.

Lorsque les élèves n'écoutent pas ou refusent de faire ce qu'on leur demande, il est compréhensible que leurs enseignants s'agacent ou éprouvent une certaine frustration. Que doivent faire les enseignants lorsque cela arrive, ou, mieux encore, que doivent-ils faire pour ne pas en arriver là ? Les enseignants se tournent souvent vers les méthodes et les outils disciplinaires qui ont été utilisés avec eux lorsqu'ils étaient élèves ou vers ceux utilisés par leurs collègues.

Il est important de comprendre que l'atmosphère de la classe (calme ou, au contraire, chaotique) dépend des mesures disciplinaires adoptées. Ce choix détermine également le temps que l'enseignant consacre à l'éducation. Avec des mesures appropriées, on passe plus de temps à enseigner et moins de temps à discipliner les élèves.

Bob Talbert a dit: "Apprendre aux enfants à compter, c'est bien, mais leur apprendre ce qui compte, c'est mieux." L'une des choses qui comptent, et qui doivent donc être inculquées à nos écoliers, c'est la capacité à apprendre, à vivre et à interagir dans le respect des autres malgré nos différences. En tant qu'enseignants, il est important de se demander si notre comportement, nos méthodes d'enseignement et nos mesures disciplinaires enrichissent et aident les apprenants à acquérir les capacités souhaitées.



Il est important de comprendre que l'atmosphère de la classe (calme ou, au contraire, chaotique) dépend des mesures disciplinaires adoptées.

Souvent, le terme « discipline » est compris à tort comme un synonyme de « punition ». L'objectif de la punition est généralement d'effrayer ou de faire honte au « coupable » pour qu'il adopte un comportement acceptable et se jure de ne jamais recommencer. Elle repose généralement sur une forme de réprimande verbale négative ou sur une douleur émotionnelle ou physique. La punition se concentre sur le mauvais comportement et n'aide guère l'enfant à mieux se comporter à l'avenir. La discipline, quant à elle, est censée être une valeur qui s'enseigne et s'apprend avec le temps. Une punition ponctuelle n'est pas toujours efficace, et toutes les formes de violence envers les enfants enfreignent leurs droits humains.

Imaginez un enfant à qui l'on apprend à marcher, à applaudir et à parler. Plusieurs

méthodes d'enseignement entrent en jeu, telles que la modélisation (montrer par l'exemple), on félicite l'enfant à chacun de ses efforts et on lui donne plusieurs occasions de s'exercer, sans crier et sans le taper, l'insulter ou le menacer. Ces méthodes sont le type de récompense qui encourage l'enfant à marcher, à parler et à apprendre. Les mêmes techniques s'appliquent en matière de discipline. On parle alors de discipline positive. Il s'agit d'apprendre aux enfants à intérioriser l'autodiscipline et à prendre des décisions éclairées sur la manière de se comporter sans y être contraints. En fin de compte, la discipline positive aide les enfants à développer des comportements positifs et acceptables qui leur permettent d'apprendre, de vivre et de travailler avec les autres à l'école, chez eux et au sein de la communauté.

De quoi l'enseignant a-t-il besoin pour pratiquer une discipline positive ?

- **Environnement politique:** La discipline positive ne peut être efficace dans un environnement politique où les châtiments corporels demeurent une solution. Les politiques doivent clairement interdire les châtiments corporels à la maison et à l'école, aussi « légers » soient-ils.
- **Formation des enseignants (formation initiale et continue):** “La discipline positive repose sur la compréhension du fait que la discipline doit être enseignée et que la discipline enseigne.”, Jane Nelsen, auteure de la série Discipline positive. La discipline positive devrait être enseignée dès la formation des enseignants. Les enseignants doivent être formés aux mesures de discipline positive, la première étape étant de leur faire comprendre que discipline ne veut pas dire punition. Il s'agit d'un obstacle psychologique majeur à surmonter, car les punitions sont les seules corrections qu'ont connues la plupart des gens, aussi bien à la maison qu'à l'école. Il n'est pas facile de faire changer les mentalités selon lesquelles “qui aime bien châtie bien”. Les enfants doivent bénéficier d'un environnement

d'apprentissage sûr, sécurisé et accueillant. Les enseignants en service doivent également être formés à la discipline positive dans le cadre de leur perfectionnement professionnel continu.

- **Ressources:** Il est nécessaire de soutenir les enseignants en leur fournissant les outils nécessaires pour appliquer une discipline positive. Par exemple, des manuels sur les systèmes de discipline alternatifs devraient être mis à la disposition de tous les enseignants et être facilement accessibles.
- **Soutien de la part des comités de gestion des écoles:** Les comités de gestion des écoles et les conseils d'administration au sein desquels les parents sont également représentés doivent tous avoir le même avis en matière de discipline. Si les punitions se poursuivent à la maison, mais qu'une discipline positive est appliquée à l'école, cela créera des conflits. Le code de conduite de l'école et toutes les parties concernées devront alors convenir de mesures correctives.
- **Réseautage:** Il devrait être possible de créer des réseaux, physiques et virtuels, et d'interagir avec d'autres enseignants afin de partager son expérience en matière de discipline positive.



Reverend Keishi Miyamoto

Président d'Arigatou International

Le rôle des programmes de développement social, émotionnel et spirituel dans la prévention de la violence

La violence au sein et aux abords des écoles est un phénomène croissant et répandu qui est souvent banalisé et ignoré par la communauté scolaire. Une étude menée par l'UNESCO en 2019 indique que près d'**un élève sur trois** (32 %) avait été victime d'intimidation de la part de ses camarades d'école au moins une fois au cours du dernier mois et qu'une proportion similaire avait connu des violences physiques. En 2018, l'UNICEF estimait qu'à l'échelle mondiale, **un élève âgé de 13 à 15 ans sur trois** avait été victime d'intimidation à l'école. Pourtant, les pratiques qui permettent de prévenir efficacement la violence à l'école ont fait leurs preuves. Nous savons que les interventions en faveur de la petite enfance, principalement dans les écoles maternelles, affichent un retour sur investissement élevé, avec un rapport coûts-avantages allant de **2,04 à 16,15**.

Une stratégie préventive essentielle pour lutter contre la violence en milieu scolaire consiste à veiller à ce que l'éducation favorise le bien-être social, émotionnel et spirituel des enfants. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale des enfants ont mis en avant toute l'importance de cette question. Les analyses coûts-avantages montrent que **chaque dollar investi dans les interventions d'apprentissage socioémotionnel en rapporte 11**, avec une incidence durable (sur jusqu'à 18 ans) sur les études, le comportement et la détresse émotionnelle.

La capacité des enfants à faire face à des réalités complexes, à l'isolement, à la peur de l'avenir, à la violence domestique, à des discours contradictoires ou semant la division,

et à des interactions difficiles est primordiale pour un développement sain. Renforcer la qualité et l'inclusivité de l'éducation grâce à des possibilités d'apprentissage socioémotionnel permet aux enfants, d'une part, d'acquérir des connaissances et des compétences et, d'autre part, d'entretenir des valeurs positives qui les aident à gérer leurs émotions, à trouver d'autres solutions à la violence, à faire preuve d'empathie envers les autres, à exercer un esprit critique, à prendre davantage conscience des problèmes qui les concernent, eux et leur communauté, et à réfléchir au rôle qu'ils peuvent jouer.



Une stratégie préventive essentielle pour lutter contre la violence en milieu scolaire consiste à faire que l'éducation favorise le bien-être social, émotionnel et spirituel des enfants [...]. Chaque dollar investi dans les interventions d'apprentissage socioémotionnel en rapporte 11.

Les connaissances et les aptitudes sont importantes pour développer des compétences socioémotionnelles, mais pour qu'elles soient assimilées et constituent un facteur de protection contre la violence, il est nécessaire d'aider les enfants à se connecter à leur moi intérieur et à renforcer leurs capacités spirituelles. C'est là que le développement spirituel des enfants est essentiel pour promouvoir des environnements d'apprentissage sûrs et mettre fin à la violence dans les écoles.

Le bien-être spirituel des enfants est souvent négligé dans le cadre du développement et

de l'éducation holistiques des enfants. Il est pourtant étroitement lié à leur développement social, émotionnel et cognitif. Il aide les enfants à nouer des liens positifs avec eux-mêmes, avec les autres, avec la nature et avec ce qu'ils peuvent appeler le divin ou le transcendant, ainsi qu'à développer un sentiment d'appartenance, et renforce leur identité, leurs valeurs éthiques et leurs comportements prosociaux. Plusieurs études ont montré que les possibilités de développement spirituel contribuaient à renforcer la résilience. **Par exemple**, chez les jeunes qui, enfants, ont été exposés à un développement spirituel, on observe des comportements moins agressifs, une plus faible consommation de substances psychoactives, moins de comportements à haut risque et un moindre risque de dépression.

L'éducation spirituelle des enfants peut également servir de facteur de prévention, en ce qu'elle renforce leur esprit d'initiative, leur conscience de soi et leur capacité à débanaliser, à identifier et à dénoncer la violence qui les affecte. Chez l'enfant, le renforcement de la conscience éthique et de la capacité à prendre des décisions éthiques bien pensées favorise les relations positives avec les autres, l'estime de soi et la capacité à contribuer positivement à sa communauté en grandissant, et diminue le risque de s'engager dans des activités criminelles. Tout cela améliore la résilience des enfants face à la violence à l'école, mais aussi tout au long de leur vie. Ceux-ci sont moins susceptibles de subir ou de commettre des violences, et ont plus de chances de devenir les acteurs d'un changement positif et de la paix.

Les résultats des programmes visant à renforcer le développement spirituel des enfants au moyen de l'éducation à l'éthique ont montré qu'ils permettaient d'améliorer la capacité des enfants à gérer les conflits de manière non violente et à proposer des solutions aux conflits ou aux situations qui les affectaient eux ou leur communauté. **Ces programmes** ont par ailleurs largement contribué à améliorer les relations des enfants avec les autres, à réduire les

niveaux de conflit et à renforcer la coopération et la coexistence sociale en classe.

En renforçant les capacités sociales, émotionnelles et spirituelles des enfants, nous leur donnons les moyens de relier leur pouvoir individuel au pouvoir social. Si toutes les écoles du monde privilégiaient ce type de programmes et investissaient à cet égard, non seulement les personnes sauraient comment gérer les différences, résoudre les problèmes et contribuer à leur communauté, mais les sociétés seraient plus unies, plus inclusives et plus équitables, et auraient un sens plus élevé de la justice et du respect du caractère sacré de la vie. Des solutions sont à portée de main. En réalité, nous les avons déjà entre nos mains. Qu'attendons-nous ?



Mark Finnis

*Éminent auteur sur la pratique réparatrice et
Directeur de L30 Relational Systems*

Le rôle de la pratique réparatrice dans la réduction de la violence à l'école

La pratique réparatrice décrit une manière d'être, une éthique sous-jacente, qui nous permet de nouer et de maintenir des relations saines. Elle fournit un solide cadre dans lequel nous pouvons promouvoir une éthique scolaire globale fondée sur l'importance des relations. Il s'agit notamment d'une série d'approches permettant de gérer les conflits et les tensions de manière à réparer les dommages et à rétablir les relations, le cas échéant.

Je suis convaincu que peu d'enseignants contesteraient le fait que les relations qu'ils entretiennent avec leurs élèves sont importantes, mais je sais aussi que beaucoup d'entre eux ont le sentiment de ne pas avoir le temps de s'investir à cet égard en raison de la pression qu'exerce sur eux notre système axé sur les résultats, ainsi que de nos classes et de notre programme scolaire surchargés.



Les écoles qui s'efforcent de nouer et d'entretenir de bonnes relations constateront qu'il y aura moins d'occasions pour qu'elles se rompent et, partant, pour les réparer.

Qui plus est, les relations sont à la fois simples et complexes. Il est donc facile de se concentrer sur les aspects les plus tangibles de la vie scolaire – tels que les résultats – et, ce faisant, de tomber dans le piège qui nous fait oublier que ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte pas forcément.

Est-ce que nous touchons au but, mais passons à côté du problème ? Après tout, on entend assez souvent que la qualité de l'apprentissage d'un élève ne peut pas dépasser celle de l'enseignement qu'il reçoit. J'ajouterais néanmoins que ni la qualité de l'enseignement ni la qualité de l'apprentissage ne peuvent dépasser celle de la relation entre l'enseignant et l'élève.

Chaque jour, nos élèves nous demandent à leur manière : Est-ce que je compte pour vous ? Est-ce que vous me remarquez ? Est-ce que j'ai ma place ici ? Et si nous n'y prenons pas garde – car les actes en disent plus long que les paroles – la réponse à ces questions se lira dans notre manière de nous comporter. Il ne s'agit pas toujours de ce que l'on dit ou fait, mais de la manière de dire et de faire, et de ce que les élèves ressentent en fin de compte.

Les écoles qui s'efforcent de nouer et d'entretenir de bonnes relations constateront qu'il y aura moins d'occasions pour qu'elles se rompent et, partant, pour les réparer.

Il est préférable de se montrer proactif et de s'impliquer aussi tôt que possible dans la résolution d'un problème ainsi que dans le parcours d'un élève. Il faut éviter que les choses dégénèrent et prennent des proportions plus graves et plus complexes, et veiller notamment à la manière dont nous faisons face à la violence au sein et aux abords de nos écoles, et ailleurs.

Les formalités administratives ne garantissent pas la sécurité des élèves, les personnes, oui. Les interventions ne transforment pas une vie, les personnes, oui. Cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin d'interventions de qualité, bien au contraire, mais la qualité des relations déterminera la qualité des résultats.

En éliminant les menaces, nous n'instaurons pas forcément la sécurité. Pour que les élèves se sentent en mesure de parler, des adultes doivent être prêts à les écouter.



Comment changer la culture d'une école? **Une classe à la fois.** Par où commencer? **Dans celle où vous vous trouvez à l'heure actuelle.**

Une telle entreprise suppose des actions explicites de la part de tous, dans toute l'école, en gardant ces objectifs à l'esprit. Mais aussi de surveiller de près nos propres comportements et habitudes, qui ont plus de poids qu'une liste de valeurs figurant sur un cordon, une affiche ou le site Web d'une école, et de veiller à traiter chacun avec respect. Nous devons faire participer tous les membres de la communauté scolaire aux décisions qui les concernent, nous écouter activement les uns les autres, faire preuve d'empathie et gérer les conflits et les tensions de manière à réparer les dommages et à maintenir de bonnes relations. C'est là le fondement de la pratique réparatrice.

La pratique réparatrice ne vise pas à remplacer les systèmes traditionnels de gestion des comportements dans nos écoles. Il ne s'agit certainement pas de faire preuve de laxisme ou de fermer les yeux sur un mauvais comportement. Il s'agit plutôt d'enrichir la culture d'une école ou d'une organisation afin d'attirer les élèves au lieu de les repousser, de favoriser un plus grand sens de la communauté et de l'appropriation collective.

Bien que ses racines se trouvent indéniablement dans la justice réparatrice – en tant que moyen de réparer les dommages

causés à la communauté et aux relations au sein de celle-ci –, la pratique réparatrice est plus audacieuse en ce qu'elle s'efforce de développer le sens de la communauté et d'accroître le capital social entre les personnes et au sein de l'école et, ce faisant, dans la communauté au sens large.

En bref, la justice réparatrice est ce que vous faites, tandis que la pratique réparatrice est ce que vous êtes.

Si nous ne faisons pas attention, nous nous focalisons sur le contenu et oublions de communiquer tout simplement. Nos élèves ont besoin d'une relation et d'un contenu de qualité. Les relations créent l'espace nécessaire à l'étude du contenu. De telles relations peuvent se nouer d'elles-mêmes, mais ne voudriez-vous pas qu'elles soient délibérées ?

Vous souvenez-vous de la blague du pub sur la lune qui a fermé parce qu'il n'y avait pas d'atmosphère ? Qu'en est-il de votre classe ? Si votre salle de classe ou votre bureau était un café, seriez-vous un habitué ? Faire que les gens quittent votre établissement en se sentant mieux qu'à leur arrivée est une chose, mais qu'en est-il du fait d'aider les gens à se sentir mieux juste après avoir passé le pas de la porte?

Accueillir les élèves à l'entrée de l'école avec un sourire (n'oubliez pas que sourire aux élèves est aussi bon pour vous que pour eux), un « bonjour » ou un « Comment vas-tu ? » vous permettra d'évaluer l'ambiance générale. Par-dessus tout, il est important de commencer la journée sur une note positive. Attendre les élèves à la porte de la salle de classe est une autre occasion de nouer un lien avec eux ; prononcez correctement leur nom – cela fait toute la différence – et souvenez-vous de certaines choses les concernant.

Si vous ne représentez pas ce que vous enseignez, vous enseignez autre chose.

Donner l'exemple c'est comme respirer. C'est vital. Vous incarnez un certain modèle face à vos élèves, que vous le vouliez ou non. Donc, si vous ne représentez pas ce que vous enseignez, vous n'enseignez pas vraiment ce que vous pensez enseigner. Les élèves voient bien si vous faites preuve de bienveillance et de respect à leur égard, et à l'égard des autres élèves et des adultes de l'école. Ils ajusteront souvent leur propre comportement sur le vôtre, bien qu'inconsciemment.

Alors, comment changer la culture d'une école? Une classe à la fois. Par où commencer? Dans celle où vous vous trouvez à l'heure actuelle.



Safe to Learn

safetolearn@end-violence.org

www.end-violence.org/safe-to-learn

 [@GPtoEndViolence](https://www.facebook.com/GPtoEndViolence)

 [@GPtoEndViolence](https://www.instagram.com/GPtoEndViolence)

 [@end_violence](https://twitter.com/end_violence)

 [@End Violence Partnership](https://www.linkedin.com/company/End-Violence-Partnership)

